

Analyse d'un cercle vicieux microéconomique de la misère

Paul Gallez

Volume 46, numéro 3, octobre–décembre 1970

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1003914ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1003914ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gallez, P. (1970). Analyse d'un cercle vicieux microéconomique de la misère. *L'Actualité économique*, 46(3), 435–465. <https://doi.org/10.7202/1003914ar>

Analyse d'un cercle vicieux microéconomique de la misère*

« Nourrir les hommes,
Soigner les hommes,
Libérer les esclaves »

François Perroux,
La coexistence pacifique,
vol. III,

Ragnar Nurkse a parlé d'un cercle vicieux de la pauvreté qui est entièrement d'ordre macroéconomique¹. Ce cercle, dont sont victimes actuellement des dizaines de pays sous-développés, comprend trois phases : faiblesse de l'épargne, faiblesse de l'investissement, et faiblesse de la production, ainsi que les influences de cause à effet qui les relient :

- a) la faiblesse de la production cause celle de l'épargne,
- b) la faiblesse de l'épargne cause celle de l'investissement,
- c) la faiblesse de l'investissement cause celle de la production.

Tous ces phénomènes se présentent essentiellement au niveau national.

Nous n'avons mentionné le cercle vicieux de Nurkse que pour rappeler qu'il est d'ordre macroéconomique, tandis que le cercle vicieux de la misère que nous allons exposer est d'ordre microéconomique et microsociale. Il se place au niveau de l'ouvrier ou du manoeuvre, et de sa position dans l'entreprise.

* Nous remercions de ses conseils et de ses critiques feu le professeur Maurice Byé, de l'Université de Paris, qui a bien voulu analyser notre manuscrit. Nous exprimons aussi notre reconnaissance à monsieur le professeur Benoît Brouillette, de l'Université de Montréal, qui nous a encouragé à publier ce travail.

1. Cf. *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*, Oxford, 1953, p. 5.

Nous décrirons ce cercle et ses quatre phases, mettant en relief la relation de cause à effet qui relie chaque phase à la précédente et à la suivante.

Nous étudierons, ensuite, les causes externes éventuelles de chaque phase, c'est-à-dire les phénomènes exogènes qui peuvent l'engendrer, et donner ainsi naissance au cercle. C'est une génération tangentielle du cercle vicieux.

Nous étudierons, enfin, les possibilités de rompre ce cercle, en chacune de ses quatre phases, et nous commenterons ces possibilités.

DESCRIPTION DU CERCLE VICIEUX DE LA MISÈRE

Par où faut-il commencer pour décrire un cercle ? Un géomètre nous dirait que tous les points s'y prêtent également. Nous choisirons cependant, pour commencer cet exposé, celui qui offre la plus grande possibilité d'avoir pour cause des phénomènes extérieurs, c'est-à-dire la plus grande probabilité d'être, historiquement, à l'origine du cercle.

Voici les quatre phases, dont chacune est à la fois la conséquence de la précédente et la cause de la suivante.

I — *La sous-alimentation, la faim*

Il n'est pas nécessaire de remonter bien loin dans l'histoire pour trouver des famines. Toutefois, le manque général de nourriture, au niveau national, n'est pas un phénomène qui entre dans le cercle vicieux, car il ne peut être la conséquence du bas salaire. Par contre, il était courant dans l'Europe du XIX^{ème} siècle, et ce l'est encore dans un grand nombre de pays sous-développés, de trouver un niveau général de sous-alimentation dû au bas salaire des masses.

II — *La faiblesse physique, la morbidité*

Cette sous-alimentation diminue considérablement la force physique des ouvriers. Quand elle dure des mois et des années, comme c'est généralement le cas, la sous-alimentation diminue aussi la résistance à la maladie.

III — *La basse productivité de la main-d'œuvre*

La faiblesse physique des ouvriers diminue leur rendement, même s'ils ne manquent pas au travail. La valeur du rapport $\frac{\text{production}}{\text{hommes} \times \text{heures de travail}}$ est faible.

L'augmentation de la morbidité cause l'absentéisme de nombreux ouvriers. La valeur du rapport $\frac{\text{jours travaillés}}{\text{jours ouvrables}}$ est faible, ce qui provoque la baisse de la production de deux façons différentes : en premier lieu, le travail de l'absent ne se fait pas, en second lieu, le travail des autres ouvriers situés « en aval » dans la chaîne de production est dérangé et réduit à cause du « goulot d'étranglement » ainsi créé.

IV — *La petitesse du salaire, son insuffisance*

Si la journée de travail ne crée qu'une faible valeur ajoutée, le patron ne disposera que d'une somme d'argent peu importante pour payer un grand nombre de journées de travail. La petitesse de cette somme oblige, par une simple division arithmétique, à payer de maigres salaires.

Certaines mesures que nous verrons plus loin (p. 459) peuvent atténuer la rigueur de cette conclusion, mais cette atténuation est finalement payée par la société en général, c'est-à-dire en grande partie par la classe ouvrière.

Fermeture du cercle : la sous-alimentation

Le maigre salaire du père est souvent la seule ressource de la famille, et dans beaucoup de pays sous-développés, les enfants sont très nombreux. Le salaire est alors insuffisant pour assurer l'alimentation du groupe. Il est inférieur au salaire de subsistance. C'est un salaire de famine. C'est l'impossibilité, pour le salarié, d'acheter en quantité suffisante des aliments pour sa famille, qui crée la sous-alimentation et la faim.

CAUSES EXTERNES DE CHAQUE PHASE

Ce cercle vicieux microéconomique de la misère peut exister — et existe d'ailleurs — aussi bien en régime capitaliste qu'en ré-

gime collectiviste. Mais les causes externes (non produites par la phase précédente) de chaque phase peuvent être différentes. Rappelons que n'importe quelle phase due à des causes externes, peut donner naissance au cercle vicieux.

I — Causes externes de la sous-alimentation et de la faim

La faim peut être due, comme nous l'avons déjà mentionné, non au pouvoir d'achat insuffisant, mais au manque général d'aliments dans le pays. Les causes d'une telle disette peuvent être des plus variées.

— Le caractère primitif de l'économie, même lorsqu'il n'y a qu'une population peu nombreuse sur un vaste territoire. Ce cas peut se présenter chez les peuples qui ignorent l'agriculture. Il s'agit, soit de peuplades qui vivent uniquement de la chasse, comme les Tehuelches de Patagonie au début du XX^{ème} siècle, par la disparition du gibier qui à son tour peut être due à une chasse excessive ou à une épizootie, soit de peuplades qui vivent de la chasse et de la cueillette, comme les pygmées de l'Ituri.

Ces deux exemples ne sont pas hors de propos, malgré l'impression qu'a pu avoir le lecteur, que le cercle se situe nécessairement dans une économie plus ou moins industrialisée. Chez les peuples primitifs, à économie familiale (comme les Tehuelches) ou villageoise (comme les pygmées), le cercle se réduit à trois phases, car on passe directement de la basse productivité à la sous-alimentation, sans passer par la petitesse du salaire.

— Des fléaux naturels : sécheresse, inondations, typhons, cyclones, grêle, qui ruinent les récoltes d'un an et, parfois, des plantations de plusieurs années.

— Des fléaux humains, tels que les guerres qui anéantissent les provisions, ou empêchent les récoltes. Le blocus peut aussi empêcher l'importation traditionnelle des aliments.

Bien qu'il n'existe pas un manque d'aliments, au sens absolu, il peut y avoir une détérioration constante du rapport

$$\frac{\text{production alimentaire}}{\text{population}}$$
. C'est le cas notamment des pays surpeuplés d'économie agricole primitive, où la croissance de la production alimentaire est plus lente que la croissance démogra-

phique, suivant plus ou moins la loi de Malthus. Dans l'Inde, les aliments disponibles ne représentent que 1,700 calories par habitant alors que la F.A.O. estime à 2,250 le minimum nécessaire sous ce climat.

Enfin, le système économique-social peut comporter l'exploitation du paysan par le grand propriétaire. Si la part laissée au métayer ou au paysan est insuffisante pour lui assurer son alimentation, le cercle vicieux sera créé².

II — Causes externes de la faiblesse physique et de la morbidité

Parmi les causes de la faiblesse physique qui ne viennent pas du manque d'alimentation, citons d'abord le climat malsain, qui donne naissance à des endémies, comme le paludisme dans les régions marécageuses (Afrique centrale, Amérique centrale, Italie méridionale, etc.) et la tuberculose dans les régions froides et humides.

Certaines conditions, plus géographiques que climatiques, peuvent aussi être la cause d'une faiblesse physique, ou plutôt d'une impossibilité de fournir des efforts physiques prolongés. Tel est le cas des hauts plateaux andins, particulièrement en Bolivie.

La morbidité générale peut être non causée, mais aggravée, dans beaucoup de pays sous-développés, par le manque de médecins (Afrique centrale).

Enfin, les médicaments peuvent être inexistant, et leur importation impossible par manque de devises. C'est un cas courant également dans certains pays sous-développés, où tout remède est un luxe.

III — Causes externes de la faible productivité de la main-d'œuvre

Des quatre phases du cercle, la faible productivité de la main-d'œuvre est probablement celle qui admet le plus grand nombre de causes externes. Nous essayerons d'en classer les principales.

1) *Le manque de mécanisation* de l'entreprise, ou, d'une façon plus générale, le faible montant de capital consacré à chaque poste de

2. Josué de Castro, dans son livre *O livro negro da fome*, va beaucoup plus loin : « La faim n'est pas un phénomène naturel, c'est le produit artificiel d'une économie défectueuse » et « la faim est le produit d'une mauvaise distribution de la richesse et d'une planification déficiente de l'économie mondiale » (chap. I).

travail. À son tour, ce manque d'investissement peut être dû à différentes causes :

— la *pauvreté du patron*, fait courant dans les pays sous-développés, où de petits ateliers se développent péniblement et arrivent à former une petite industrie ;

— le *manque d'intérêt du patron* est également courant dans les pays où les grands propriétaires vivent commodément de leurs rentes, dans la capitale, et ne se soucient guère d'améliorer les conditions d'exploitation d'une terre qui, de toutes façons, leur donne des entrées suffisantes pour maintenir leur train de vie ;

— les *bas salaires*, qui font donner la préférence à une main-d'œuvre abondante et bon marché plutôt qu'à une mécanisation trop compliquée pour le niveau d'instruction technique des ouvriers ;

— la *cherté des machines*, surtout si elles doivent s'importer, peut rendre la mécanisation totalement impossible ;

— le *manque de crédits* commerciaux ou bancaires pour la mécanisation, ou l'inexistence d'organismes de crédit pour l'équipement et la production.

2) *L'inertie ou l'incapacité du patron*. — L'incompétence du patron est très courante dans les pays où le niveau d'instruction est peu élevé. Le petit patron n'a parfois aucun sens de l'organisation. Nous connaissons une petite fabrique métallurgique en Argentine, où la disposition des machines dans un atelier était tellement mal conçue que la rationalisation a réduit de 300 à 50 mètres le parcours des pièces au cours du processus de fabrication. Dans ces conditions, le rendement du travail ouvrier est très inférieur à ce qu'il pourrait être dans un atelier mieux organisé.

Le manque d'initiative, l'apathie du patron est également courante dans les pays où la mentalité traditionnelle est rebelle à tout dynamisme, où tout progrès effraye par son caractère plus ou moins révolutionnaire. Le seul désir du patron est de continuer à vivre selon la tradition : il ne désire pas progresser.

3) *Le manque d'espérance*, de la part du travailleur, de sortir de sa misère, qui peut également avoir diverses causes.

— *Les conditions économiques du pays* : dans la plupart des pays sous-développés, la misère du peuple est générale depuis des temps immémoriaux. Dans une économie qui a toujours été stagnante, l'humble paysan sait que, quoi qu'il fasse, sa faible production ne pourra être vendue qu'à l'acheteur traditionnel, et qu'il ne sera jamais en possession des moyens matériels ni des connaissances nécessaires pour améliorer ou augmenter cette production. C'est le cas des pays sans industrie, et d'agriculture stagnante, comme le Portugal.

— *Les conditions politiques* : c'est le cas, par exemple, des indigènes dans les colonies de peuplement. Aucun rôle économique, politique ou social, ne leur sera réservé. Ils sont appelés à disparaître devant la race colonisatrice. Ce fut le sort des indiens d'Amérique du Nord et de Patagonie.

— *Les conditions sociales du pays* : dans les pays à castes sociales strictement délimitées, comme dans l'Inde, le paria sait que ses ancêtres ont toujours été pauvres, et qu'il ne pourra jamais sortir de la misère et entrer dans les castes riches. De tels pays n'ont généralement pas de classe moyenne, ce qui rend d'autant moins possible la perméabilité sociale.

— *Les conditions démographiques* : dans les pays sous-développés, une démographie en explosion constante, aggravée encore par les progrès de l'hygiène et de la médecine, rend de plus en plus difficile la solution des problèmes économiques, et condamne à la misère la grande majorité du peuple.

4) *Le manque de désir*, de la part du travailleur, d'améliorer son niveau économique.

— Ce manque de désir peut être dû à des motifs religieux. Un bouddhiste, par exemple, dédaigne les biens matériels, et ne cherche dans cette vie que l'abstraction spirituelle. Nous avons entendu en Espagne, un sermon dans lequel il était recommandé aux fidèles de ne rien faire pour sortir de leur pauvreté, afin de ne pas se damner, car il est plus difficile pour un riche de gagner le ciel, que pour un chameau de passer par le chas d'une aiguille.

— Ce manque de désir peut provenir, plus simplement, d'une absence de besoins matériels. Dans les îles des mers du Sud, que

tant d'auteurs nous ont présentées comme des paradis terrestres, il suffit pour s'alimenter de cueillir des fruits sauvages, et les vêtements, d'ailleurs peu nécessaires, ne coûtent pas davantage.

— Ce manque de désir peut aussi provenir d'une conception collective que l'on qualifie souvent de philosophique, en ce sens qu'elle dénote une position de l'homme face à la vie et au bilan des efforts et des jouissances. L'*American way of life* consiste à travailler beaucoup, afin de gagner beaucoup, de pouvoir dépenser beaucoup, de jouir d'un grand confort matériel. Mais bien des peuples — les Arabes, par exemple — préfèrent travailler moins, même si de cette façon, ils gagnent moins et, par conséquent, peuvent dépenser moins ; ils jouissent donc de moins de confort matériel. Dans de nombreux pays sous-développés d'Amérique du Sud, l'effet *Duesenberry* est un puissant excitateur de la consommation, mais il n'existe pas d'effet d'imitation qui puisse multiplier la production. On accepte le côté « jouissance » de l'*American way of life*, on en refuse le côté « effort ». Le désir absent n'est pas tellement d'augmenter le niveau de vie économique, que d'en payer le prix.

— Enfin, une fois arrivés à un niveau de revenu qu'ils estiment suffisant, bien des gens préfèrent donner à leur temps libre un usage non rémunérateur.

Ce peut être le simple désir de se reposer. Nous avons visité en Espagne une carrière de pierre à chaux où les ouvriers étaient payés à la journée, et le rendement par jour était très faible. Beaucoup d'ouvriers avaient de six à dix enfants, et les aliments étant très chers, la faim était une vieille habitude. Connaissant le prix, en salaire, du mètre cube de pierre, la gérance proposa aux ouvriers de leur payer ce prix, par mètre cube, abattu, indépendamment du temps utilisé. La firme ne perdait ni ne gagnait rien ainsi sur le salaire, mais pouvait gagner sur les frais généraux si la production journalière augmentait. Les ouvriers acceptèrent, et bientôt ils produisirent en quatre heures la même quantité de pierres qu'ils abattaient auparavant en huit heures. Ils pouvaient donc sans peine doubler leur salaire, ce qui leur aurait permis de donner à manger à leurs enfants. Mais ils n'ont pas cru nécessaire de sortir de leurs pénuries alimentaires. Ils ont préféré ne plus travailler que quatre heures par jour, en touchant le même salaire qu'auparavant. Ils

avaient ainsi gagné quatre heures par jour de temps libre, qu'ils consacraient au repos et à la boisson.

Ce peut être aussi le désir de ne pas diminuer la vie de famille. Certes, cette vie de famille se perd de plus en plus, surtout dans les grandes villes, mais il ne manque pas de parents qui préfèrent renoncer à un supplément de revenu afin de pouvoir se consacrer quelques heures par jour à l'éducation de leurs enfants. Ce cas est surtout fréquent en Europe.

Ce peut être le désir de participer à la vie sociale : associations syndicales, partis politiques, clubs sportifs, cercles religieux. C'est un cas très courant aux États-Unis.

Ce peut être le désir du travailleur d'intensifier sa vie culturelle ou sa formation technique, de suivre des cours pour se perfectionner.

Ce peut être, enfin, un désir de réserver du temps à la méditation, religieuse ou philosophique, particulièrement dans des pays où la mentalité ascétique est un frein économique à la production, comme nous l'avons vu aux paragraphes précédents. Il s'agit surtout de cas individuels, mais nombreux dans les pays arabes, en Espagne, dans l'Inde, etc.

5) *L'hostilité des travailleurs* est aussi une cause fréquente de la faible productivité de la main-d'œuvre.

Dans de petites entreprises, où le contact entre patron et ouvriers est habituel, ou même constant, les froissements surgissent facilement. S'ils sont répétés, ils se transforment souvent en dissensions personnelles durables, qui peuvent diminuer notablement la production du salarié, parfois pendant des mois ou des années.

Dans les entreprises plus importantes, les syndicats mettent généralement en relief la différence de niveau de vie entre patrons et ouvriers, et organisent, ou tout au moins suscitent, la mauvaise volonté au travail.

Lorsque les rancœurs sont plus fortes et les conflits plus graves, la situation empire et conduit à la grève perlée, très souvent employée, par exemple en Argentine, pour obtenir une augmentation du salaire nominal. La phase suivante est la grève des bras croisés, qui a été très en vogue autrefois. Plus grave et plus durable est la grève ordinaire, qui souvent s'accompagne de piquets et de menaces

aux employés disposés à travailler. Citons, enfin, le sabotage, qui est la menace la plus grave à la production, qui soit due à l'hostilité des travailleurs.

IV — Causes externes de la petitesse du salaire

La petitesse du salaire peut être due, non à la faiblesse de la productivité, mais à des causes exogènes. D'un point de vue marxiste, mentionnons la plus-value, accaparée par le patron. Dans bien des époques, tant de l'économie féodale que du capitalisme du XIX^{ème} siècle, cet accaparement était énorme, et l'ouvrier a réellement touché un salaire très inférieur à la valeur de sa production.

Lorsque l'État est le patron, comme en U.R.S.S. son désir est généralement de réaliser de gigantesques plans d'investissement, et le moyen le plus facile d'obtenir les ressources nécessaires est de les prélever discrètement sur les salaires, en fixant ceux-ci à un niveau nettement inférieur à la valeur de la production. Ce n'est qu'à longue échéance que le travailleur pourra bénéficier, comme citoyen, de ces investissements.

Dans bien des pays sous-développés à régime capitaliste, comme l'Amérique du Sud, l'inflation chronique est une cause importante de la petitesse du salaire, car l'augmentation (appelée généralement « réajustement ») du salaire nominal suit toujours de plusieurs mois l'augmentation du coût de la vie.

Dans des régions sous-développées comme le Mezzogiorno, il est courant que la concurrence entre ouvriers fasse baisser les salaires. Le propriétaire va au marché du village, qui est aussi le marché du travail. S'il n'a besoin que de dix ouvriers, les vingt hommes disponibles s'offrent en une sorte d'enchères inversées, car ils ont tous besoin de gagner leur pain.

Dans le système capitaliste, en régime de concurrence intense entre les firmes, le patron peut être obligé de maintenir ses prix de vente à un niveau très bas. Il pourrait dans une certaine mesure comprimer ses bénéfices, mais il essayera d'abord de comprimer ses prix de revient. Si l'ouvrier ou le syndicat n'occupe pas une situation forte sur le marché du travail, le salaire sera victime de cette compression. Sans doute est-il pratiquement impossible actuellement de diminuer les salaires nominaux, mais dans les pays en inflation constante, il suffit d'augmenter les salaires nominaux à un taux

inférieur à la hausse du coût de la vie, pour baisser ainsi le salaire réel.

Une fiscalité très forte peut également laisser au patron un bénéfice réduit, ce qui l'incitera à essayer de réduire ses prix de revient, comme dans le cas exposé ci-dessus. Enfin, même sans concurrence intense ni forte fiscalité, il existe l'opinion, parmi les patrons, que l'ouvrier a peu de besoins, et que s'il peut les satisfaire au prix de peu de travail, il n'aura pas le désir de travailler plus que le strict nécessaire. On n'a qu'à se reporter au cas déjà cité (p. 442). Si la position des patrons est forte (comme au XIX^{ème} siècle), ceux-ci peuvent maintenir très bas le niveau des salaires dans l'intention d'imposer aux ouvriers le désir (ou le besoin) du travail.

POSSIBILITÉS DE RUPTURE DU CERCLE VICIEUX

Pour rompre un cercle vicieux composé de quatre phases, il suffit de rompre n'importe laquelle de ces phases. Nous allons examiner brièvement les principaux moyens mis en œuvre pour lutter contre chacune des quatre situations décrites, et leurs possibilités d'application et de succès. Disons immédiatement qu'une grande partie de ces moyens de lutte exigent des dépenses ou des investissements considérables, qui ne sont généralement pas accessibles, sans aide extérieure, aux pays qui souffrent de la misère, ni même à ceux qui sont affectés seulement du cercle vicieux de Nurkse.

D'autres moyens, enfin, servent plutôt à redresser une situation momentanément mauvaise, due par exemple à une mauvaise récolte. Ce peuvent être d'excellents remèdes à court terme, mais il est impossible de les appliquer à long terme, ou de les intégrer à une politique économique à long terme, qui soit destinée à rompre une situation stabilisée depuis longtemps, caractérisée par le cercle vicieux de la misère.

I — *Lutte contre la faim et la sous-alimentation*

1) *Amélioration de la production agricole*

L'amélioration de la production agricole est évidemment la première mesure qui vient à l'esprit, et qui peut prendre les formes de réalisations les plus diverses, selon le degré de civilisation des

peuples qui souffrent de la faim, les terres disponibles, et les connaissances techniques utilisables.

a) *Initiation à l'agriculture*

La faim, passagère ou chronique, que connaissent trop souvent les peuples chasseurs peut être combattue, à long terme, en initiant ces peuples à l'agriculture. Mais ceux-ci sont de plus en plus rares. Les Indiens d'Amérique du Nord et ceux de Patagonie, qui vivaient uniquement de la chasse, ont été en grande partie exterminés à la fin du XIX^{ème} siècle ou au début du XX^{ème}. Les rares survivants végètent dans les réserves qui leur ont été assignées ; ils se consacrent un peu à l'agriculture, un peu à l'artisanat, et leur nombre est si réduit qu'ils ne constituent aucun problème à l'échelle nationale... des nations nouvelles d'origine européenne qui leur ont enlevé leurs territoires de chasse. Ces nations pourraient parfaitement nourrir les survivants et cette rente viagère ne serait qu'un maigre paiement pour les terres annexées. De toute façon, il s'agit moins de rompre un cercle économique que de réparer en partie une injustice, et de la réparer à une échelle très réduite, seulement pour la vieille génération. Car, pour la nouvelle génération d'autochtones, la solution qui s'impose, et qui d'ailleurs se réalise, est l'assimilation à la population dominante, tant aux États-Unis qu'en Amérique du Sud.

Dans les colonies d'exploitation, on n'a pas provoqué la disparition des populations indigènes, car on n'y avait pas intérêt. Et quand ils ne connaissaient comme moyen d'existence que la chasse et la cueillette, comme dans les forêts équatoriales du Brésil et du Congo, on s'est efforcé de les initier à l'agriculture, tout au moins aux cultures vivrières, qui dans ces régions de climat stable, doivent leur procurer une alimentation plus régulière et plus variée que les seuls produits de la chasse.

En principe, l'agriculture est toujours possible, sous l'une ou l'autre forme, dans les régimes où règne une économie de chasse et de cueillette :

— le gibier carnassier s'alimente d'herbivores, qui s'alimentent de l'herbe naturelle. Les conditions de la terre et du climat qui permettent l'existence de prairies naturelles, permettent aussi une agriculture primitive ;

— les régions de cueillette sont souvent des régions de pluies et de chaleur abondantes. Elles se prêtent donc à l'agriculture, généralement après déboisement.

L'initiation à l'agriculture n'est évidemment qu'un premier pas vers l'élimination du cercle vicieux de la misère, car les autres phases du cercle ont à leur tour des causes multiples. Il ne suffira pas d'alimenter ces peuples pour supprimer leur morbidité et leur basse productivité. Il faudra faire leur éducation sanitaire, leur enseigner les arts manuels, leur apprendre à lire et à écrire, et éduquer les futurs dirigeants.

b) *L'extension des cultures*

Revenant aux peuples de civilisation plus avancée, qui connaissent et pratiquent l'agriculture, la première idée qui surgit, comme remède à la faim, est l'extension des cultures³. Ceci suppose cependant diverses conditions.

— *L'existence de terres disponibles* pour l'extension. Ces terres peuvent être de plusieurs classes :

*L'existence de terres vierges*⁴. C'est le cas de la Sibérie, où le gouvernement Khrouchtchev a voulu mettre en culture de grandes étendues qui étaient désertiques, mais cultivables, et a eu recours pour cela à la main-d'œuvre volontaire et enthousiaste (au début) de la jeune génération. Le succès a été très grand, mais de courte durée. Les terres nouvelles s'épuisèrent très vite et la main-d'œuvre, formée en grande partie de jeunes d'origine urbaine, se démoralisa bientôt. La plupart des projets d'irrigation grandioses n'ont pas été réalisés.

L'existence de terres abandonnées, comme dans bien des régions d'Afrique qui ont obtenu récemment leur indépendance. Les agriculteurs européens se sont retirés, laissant leurs terres à l'abandon. C'est le cas aussi, mais dans un autre contexte, de certaines terres où « une culture est passée ». Une partie de la forêt a été coupée, on y a cultivé des plantes de haut rendement. Une fois le sol affaibli,

3. De 1935 à 1955, la production agricole mondiale a augmenté de 10 p.c., ce qui se doit exclusivement à l'extension des surfaces cultivées. Cf. Jean Fourastié et Claude Vimont, *Histoire de demain*, P.U.F., Paris, 1956.

4. Il n'y a que 10 p.c. des terres cultivables qui soient exploitées. Cf. Josué de Castro, *op. cit.*, chap. I.

on l'a abandonné pour passer à un autre terrain défriché. C'était l'usage au Brésil pour la culture du café.

L'existence de terres mal exploitées. C'est le cas le plus courant dans les pays de grandes propriétés terriennes. Par exemple, en Amérique du Sud, le grand propriétaire vit à la ville ou même en Europe, et s'occupe très peu de l'exploitation de ses terres. Le rendement par hectare y est généralement très inférieur à ce qu'il pourrait être.

L'existence de pâturages ou d'autres modes d'exploitation du sol qui offrent un rendement en calories par hectare inférieur à celui que l'on obtiendrait en cultivant des céréales ou, mieux encore, des légumes. Le changement d'utilisation de ces terres exigera, évidemment, de la main-d'œuvre, de l'eau, des engrais, etc.

— *La possibilité d'irriguer de nouvelles terres* est une condition indispensable dans de nombreux cas. Il existe d'énormes extensions de terre, particulièrement dans la partie asiatique de l'Union soviétique, qui pourraient être cultivées si l'on pouvait y apporter de l'eau⁵. Rappelons les grands projets de détournement vers le sud des hauts affluents de l'Ob, afin d'irriguer la steppe des Kirghises. Le coût en sera énorme.

L'existence de main-d'œuvre, disponible pour mettre en culture des terres décrites dans les paragraphes précédents. Cette condition est généralement satisfaite dans tous les pays sous-développés. Elle peut, parfois, être remplacée par la mécanisation de l'agriculture, qui permet d'étendre la superficie cultivée sans nécessiter l'augmentation du nombre de bras. Ceci exige l'existence d'un capital considérable dans le pays, car on imagine mal la mécanisation de l'agriculture, à grande échelle, sur la base, à longue échéance, de machines importées.

L'existence de capital. Les conditions que nous venons de voir, au sujet des terres indiquent clairement qu'il s'agit de pays dont la densité de population est très faible, et les pays de population peu dense manquent en général du capital nécessaire à l'acquisition (à moins que ce ne soit par confiscation) des terres destinées à l'extension des cultures, à l'acquisition de semences supplémentaires et

5. Les terres salées et stériles de la Steppe de la Faim, en Asie centrale, ont été transformées en une zone agricole de 500 mille hectares. Cf. Josué de Castro, *op. cit.*, chap. I.

des engrais, et à l'acquisition des machines agricoles. Celles-ci peuvent venir soit de l'étranger, solution chère et forcément provisoire, soit d'une industrie nationale ce qui, à son tour, exigerait des ressources supérieures à celles dont on dispose, aussi bien en capital, en machines-outils, en matières premières, en *know-how*, qu'en étendue du marché intérieur, qui n'est pas une ressource, mais une condition pour la création de l'industrie des machines agricoles.

c) *L'intensification des cultures vivrières*

C'est le remède le plus indiqué dans les pays où l'on ne dispose pas de terres qui répondent aux conditions exposées ci-dessus, comme par exemple en Chine⁶. Cette intensification exigera d'autres facteurs.

— Une main-d'œuvre plus abondante par hectare, ce qui n'offre pas de difficulté, dans les pays pauvres et surpeuplés où la main-d'œuvre est la ressource qui coûte le moins.

— Des semences mieux sélectionnées, ce qui s'obtient sans trop de difficultés et à des prix raisonnables, grâce à des organismes internationaux comme la F.A.O. ou à des instituts nationaux, comme l'I.N.T.A. en Argentine, l'I.N.E.A.C. au Congo, etc. Le blé « mexicain » a fait merveille aux Indes.

— Un usage plus intense des engrais, ce qui ne représente pas toujours une dépense, car en Chine, par exemple, on a poussé au maximum l'usage de l'engrais humain, au point de taxer le paysan en cette matière.

— Une certaine mécanisation de l'exploitation. Par exemple, l'emploi de semeuses augmente le rendement par quantité de grains semés et permet de réserver une plus grande quantité de grains à l'alimentation du peuple, ou à l'ensemencement d'autres terres. Mais dans la plupart des pays très pauvres, cette mécanisation sera impossible sans aide extérieure ; et pour l'étranger qui désire placer ses fonds dans un tel pays, les machines agricoles ne sont pas un investissement à rendement élevé.

6. « La Chine Nouvelle a vaincu la faim » écrit Josué de Castro (*op. cit.*). La production de céréales a augmenté de 100 p.c. en sept ans, grâce aux méthodes de culture intensive systématique. Outre la culture des céréales, on y a développé les vergers et les pâturages.

— L'irrigation est, dans les régions sèches, un puissant moyen d'intensification des cultures. Son coût est très variable pour les petites régions et dépend principalement de l'hydrologie et de la topographie. Mais il est énorme pour les grandes régions. Rappelons que l'Égypte dépend entièrement de l'aide internationale pour le barrage d'Assouan.

La mécanisation et, plus encore l'irrigation, sont des moyens qui exigent des capitaux et du *know-how*, ce qui les met souvent hors de portée des pays victimes du cercle vicieux de la misère.

2) L'importation d'aliments

a) *L'importation commerciale* est considérée non comme une lutte contre la faim, mais comme un acte normal de commerce dans la plupart des pays industrialisés, comme l'Angleterre et l'Allemagne. Mais ces pays ne souffrent pas d'une trop faible productivité de la main-d'œuvre et ne sont pas victimes du cercle vicieux. Ils échapperont donc à cette étude.

Pour les pays pauvres, l'importation commerciale d'aliments de base peut exiger une demande de devises très difficile, voire impossible, à satisfaire.

b) *L'importation gratuite, ou la donation d'aliments*, est une mesure devenue assez commune depuis quelques années. Sa réalisation est le résultat de la conjonction de trois facteurs :

— l'existence de surplus invendables chez les grands producteurs, c'est-à-dire l'existence d'un marché commercial saturé, et l'impossibilité de vendre les stocks, même à des prix légèrement inférieurs aux coûts (exemple : le blé aux États-Unis) ;

— l'existence de peuples affamés et insolubles, c'est-à-dire de pays qui n'auraient, dans un monde régi par le marché, pas d'autre solution que de se laisser mourir de faim, puisqu'ils n'ont pas les devises nécessaires pour acheter les aliments qui leur manquent (exemple : l'Inde) ⁷ ;

7. Seul le respect qu'inspire une religion qui, depuis des millénaires, protège toute vie animale (car tout être vivant peut être un homme qui retrouvera sa forme dans sa prochaine incarnation) empêche de conseiller aux Hindous cette solution de leurs problèmes alimentaires : « Nourrissez-vous de vos cent millions de vaches, et vous sortirez de votre dilemme tragique : mourir de faim ou vivre de la charité internationale ».

— l'existence, postérieure à la seconde guerre mondiale, d'une mentalité internationale selon laquelle les peuples riches ont le devoir d'aider les peuples pauvres, en général, et les peuples affamés en particulier.

Leur mode. Ces donations internationales se font parfois de gouvernement à gouvernement. C'est le système le plus commode, car le transport peut se faire, dans ce cas, « gratuitement », par exemple comme exercice de transport de la marine de guerre du pays donateur, jusqu'à un port du pays bénéficiaire. Elles peuvent aussi se faire par l'intermédiaire d'œuvres de bienfaisance ou d'organismes internationaux, comme la Croix-Rouge. Dans ces cas, le pays bénéficiaire doit en général prendre à sa charge les frais de transport, ce qui représente pour lui une dépense considérable, qui peut surpasser ses possibilités.

Leurs conditions. Quand elles sont faites de gouvernement à gouvernement, et même souvent quand elles se font par l'intermédiaire d'un organisme international, les donations d'aliments sont trop souvent sujettes à des conditions, plus ou moins secrètes, d'appui promis par les pays bénéficiaires, à la politique étrangère du pays donateur. Cet appui est de plus en plus recherché, car les pays du tiers-monde à l'O.N.U. sont de plus en plus nombreux, tandis que les grands producteurs d'aliments font partie du groupe minoritaire. Souvent, l'appui politique doit être accompagné d'un appui militaire, ou de la cession de bases, ou de l'acceptation d'une « mission d'aide militaire » du pays donateur.

Dans bien des pays bénéficiaires, l'opinion publique et les gouvernements considèrent ces conditions comme vexatoires, et une opposition démagogique peut facilement créer des mouvements d'opinion opposés à ces donations⁸. Dans bien des pays donateurs, l'opinion publique est également opposée à ces dons (sauf exceptionnellement en cas de catastrophe) et considère que le peuple aidé devrait travailler plutôt que mendier.

Le don d'aliments est donc un recours précaire, d'intérêt momentané. Il ne faut pas trop y compter pour rompre le cercle vicieux de la misère, s'il n'est accompagné de mesures énergiques pour

8. Voir à ce sujet la critique aigüe de François Perroux dans *Économie et Société, Contrainte, échange, don*, P.U.F., Paris 1960, p. 173.

augmenter la production locale d'aliments. Mais il peut aider, en cas de catastrophe, à éviter la formation du cercle.

3) *Les prix politiques*

Un grand nombre de pays appliquent le système des prix politiques à la vente au détail de l'aliment principal. C'est le cas, notamment, du pain en Europe occidentale. Cela consiste, comme on sait, en un subside payé aux meuniers ou, mieux encore, aux boulangers, proportionnel à leur production.

L'ensemble de la population supporte ainsi le coût social du pain⁹. Cet effort est très facile à supporter dans les pays industrialisés, où on peut faire retomber son coût sur les transactions, bien plus importantes en valeur, des biens manufacturés ou sur le commerce extérieur. C'est un moyen de modifier la répartition des revenus. Mais dans les pays densément peuplés, d'économie agricole peu diversifiée, le système perd beaucoup de son intérêt puisque les ventes d'aliments constituent une partie importante des transactions imposables, et que les citoyens qui supportent la charge des prix politiques sont donc, en grande partie, les mêmes qui en bénéficient. Le prix politique est un facteur d'inflation si la dépense de trésorerie que constitue son coût n'est pas compensée par une fiscalité sévère.

Dans de telles conditions le système des prix politiques, utilisé sans exagération, peut aider efficacement à rompre le cercle vicieux de la misère. Il est donc très recommandable (en liaison avec des moyens de lutte contre les autres phases) aux pays qui en souffrent. Il constitue, en effet, un moyen facile et d'effet immédiat, d'augmenter le salaire réel de l'ouvrier, sans prétendre modifier d'abord sa productivité. Le coût social est à la charge de l'État qui le fera retomber sur les autres couches sociales, ou encore sur une période ultérieure, pendant laquelle, espère-t-on, la productivité sera meilleure.

4) *Rationnement*

Passons à l'étude des mesures contraignantes, dont la plus généralement employée est le rationnement, évidemment accompagné de prix imposés. Ce fut le remède préventif principal dans toute

9. En France, la valeur du pain consommé ne représente que 2 à 3 p.c. du revenu national. Cf. J. Fourastié et C. Vimont, *op. cit.*

l'Europe du temps de guerre, et en Angleterre, en Russie et à Cuba en temps de paix (cette paix était d'ailleurs une guerre contre la misère). Son but essentiel est d'assurer aux pauvres la quantité d'aliments qui leur est nécessaire, et qu'ils ne pourraient acheter en économie de marché, car il s'agit de cas où l'offre d'aliments est nettement inférieure à la demande et où, par conséquent, les prix augmenteraient énormément s'ils étaient libres. Ils atteignent d'ailleurs, sur le marché noir, facilement le quintuple des prix officiels. La demande a tendance à être supérieure à la normale, à cause du désir de faire des provisions, ce qui est tout naturel en période de pénurie.

Le cercle vicieux de la misère existe certes en temps de guerre ou de pénurie, surtout si les prix des aliments sont libres. Le rationnement peut donc être un moyen efficace de permettre l'achat, avec un salaire plutôt réduit, d'aliments en quantité suffisante pour nourrir la famille ; c'est un moyen de rompre le cercle vicieux, et c'est même le seul efficace, car en temps de guerre ou de pénurie il est bien difficile d'améliorer directement la santé du peuple, ou sa productivité, ou le pouvoir d'achat de son salaire pour les biens non rationnés.

5) *Limitation temporaire de la consommation*

Une mesure apparemment du même genre, mais moins stricte, est l'interdiction par la loi de vendre certains produits certains jours. Par exemple, l'Argentine interdit en 1965 la vente de viande de bœuf deux jours par semaine. La ressemblance avec le rationnement est plutôt superficielle. En effet, cette mesure n'a pas pour but ni pour effet, d'assurer aux pauvres une alimentation suffisante, mais bien de réduire la consommation nationale, afin d'augmenter les quantités disponibles pour l'exportation, et, par conséquent, l'entrée de devises. Elle ne peut donc avoir avec le cercle vicieux de la misère que des rapports très éloignés, par exemple si on utilise les devises ainsi obtenues à l'achat de machines qui amélioreront la productivité de la main-d'œuvre.

6) *Le marché libre kolkhosien*

Dans l'Union soviétique, on a essayé plusieurs fois de promouvoir la production de légumes en donnant plus de liberté aux pay-

sans des kolkhoses, pour la culture sur leur parcelle personnelle, et la vente de leurs produits au marché libre kolkhosien. Ce moyen peut, certes, contribuer à la rupture du cercle vicieux de la misère.

Remarquons, d'autre part, que dans les pays d'économie socialiste, le lien causal qui relie les quatre phases de ce cercle peut aisément être rompu s'il s'agit d'un phénomène limité à un petit secteur ou à une petite région de l'économie. Mais le cercle vicieux existe et est très difficile à rompre, si l'une quelconque de ces quatre phases s'est étendue à tout le pays. En d'autres termes, un régime économique d'autorité centrale brise facilement un cercle vicieux microéconomique, mais en est prisonnier si l'une des phases est macroéconomique.

7) *Mesures sociales diverses*

a) *Emploi forcé des chômeurs aux cultures maraîchères.* Nous avons vu employer ce système pendant la grande crise, vers 1935, et plus tard pendant la guerre. Ce n'est qu'un moyen très faible de renforcer la main-d'œuvre agricole, qui s'inscrit, selon le cas, dans le cadre des sujets traités auparavant. Remarquons qu'il s'agit de l'hypothèse d'une guerre avec excès de main-d'œuvre, non utilisable par mobilisation (pour raison d'âge ou d'incapacité) ni par l'industrie (détruite ou immobilisée).

b) *Le contrôle des naissances* est un moyen de réduire, pour une douzaine d'années, le nombre des consommateurs non-producteurs. À plus long terme, il réduira certes le nombre des producteurs dans la période la plus active de leur vie. Mais cet inconvénient n'est pas considéré comme sérieux. Tant qu'il existe de nombreux pays où règne la misère, le manque de main-d'œuvre est un problème plus facile à résoudre que son excès. Et sa non-résolution n'engendre d'ailleurs pas la misère.

c) *L'assistance sociale aux sous-alimentés* sous la forme de soupe populaire ou de restaurant à très bon marché, peut être à charge de l'État ou d'organismes privés ou religieux (Armée du Salut, etc.)¹⁰.

10. François Perroux analyse avec sévérité le don sous forme de charité ou d'assistance en régime capitaliste, dans *Économie et Société: Contrainte, échange, don*, pp. 47 et 66.

8) *L'émigration*

L'émigration peut être organisée par le gouvernement, comme c'est le cas en Espagne et au Portugal. Ses conséquences sur la première phase du cycle sont nettement favorables car elle élimine des consommateurs d'aliments qui en produisaient peu ou pas. Le gros problème est évidemment d'inciter à l'émigration les parasites et les citoyens les moins productifs, ce qui est tout le contraire de ce que désire le pays d'immigration.

9) *La révolution*

Dans certains cas, bien plus exceptionnels qu'on ne pense, une minorité politique active, c'est-à-dire, un gouvernement *in spe*, peut provoquer la révolution « pour livrer le grain au peuple affamé ». En général, cette faim du peuple est plutôt un prétexte pour déclencher une révolte qui aura des fins politiques. Le pouvoir changera de mains. Le système changera peut-être, en mieux ou en pis. Une certaine quantité d'aliments sera certainement détruite ou pillée au cours des événements, ce qui réduira d'autant les aliments disponibles pour le peuple. Disons que la révolution est statistiquement à déconseiller comme remède contre la faim.

II — *Lutte contre la faiblesse physique et la morbidité*

Puisque notre objectif est la rupture du cercle vicieux de la misère, nous remarquerons d'abord que les mesures sanitaires sont en général bien plus efficaces que les mesures de lutte contre la faim. Il est assez courant que la faim incite un homme à travailler, mais il est très rare que quelqu'un se mette au travail parce qu'il est malade.

Disons encore que la lutte contre la faim peut être à recommencer tous les ans, ou en tout cas toutes les années de mauvaise récolte, jusqu'à ce que le développement ait diversifié l'économie du pays et son commerce international, lui permettant d'acheter ses aliments à l'étranger. C'est là œuvre de longue haleine. Par contre, la lutte sanitaire a des résultats cumulatifs : les améliorations d'une année restent acquises les années suivantes.

1) Une des premières phases de l'aide sanitaire est la création et la mise en service d'assistants ou d'infirmiers. C'est le début de

l'action dans les colonies, et dans beaucoup de pays sous-développés. Elle se réalise en premier lieu dans les villes, ensuite dans les villages, puis en pleine brousse. Sa mission initiale est généralement la vaccination, car c'est là un moyen rapide, bon marché et efficace d'enrayer les grandes épidémies. La médecine individuelle est un luxe qui viendra plus tard.

Nous venons de décrire une situation très primitive, mais qui correspond parfaitement à l'hypothèse du cercle vicieux ; qu'on songe seulement aux récolteurs de caoutchouc sauvage, aux chasseurs d'éléphants, aux petits chercheurs d'or. Leur salaire est, dans ces cas, directement proportionnel à leur production, ce qui renforce encore la rigidité du bien causal entre leur faible rendement (troisième phase) et le maigre paiement qu'ils obtiennent en échange du résultat de leur travail (quatrième phase du cercle vicieux).

L'aide de l'Organisation mondiale de la Santé est de plus en plus facile à obtenir, non seulement en argent, mais en techniciens, en instructeurs, en infirmiers, ainsi que sous forme de vaccins et de médicaments.

Enfin, l'usage des insecticides, de nombreux antibiotiques et de vaccins composés, facilite beaucoup ces opérations, diminue leur coût et augmente leur efficacité.

2) *L'installation d'hôpitaux* est la phase suivante, qui exige des ressources beaucoup plus considérables, qui doivent généralement se trouver sans aide étrangère. Il existe, certes, dans les pays peu développés des hôpitaux étrangers, généralement incorporés aux missions religieuses. Mais leur nombre est peu considérable, nous dirions même symbolique, et leur rôle est plutôt celui de pilotes.

3) *La formation de médecins.* Un remède bien plus efficace, mais plus difficile, est la formation de médecins. Cela consiste pratiquement à former une faculté de médecine.

Dans les pays les moins développés d'Afrique, ce n'est qu'un des aspects d'un problème bien plus vaste, celui de l'enseignement universitaire, et, avant cela, d'un enseignement secondaire d'un niveau suffisant. Dans ce cadre, l'installation d'une faculté de médecine exige des dépenses très élevées, ainsi qu'un apport étranger important. Mais son rendement à court terme sera excellent, car

les ressources humaines de qualité sont le capital le plus rare dans ces pays.

Dans les pays plus évolués d'Amérique du Sud, la formation des médecins dans les capitales est généralement très suffisante en qualité, mais insuffisante en quantité. Le travail qui reste à faire est l'expansion de leur activité dans les provinces arriérées.

4) Dans bien des régions humides, *l'assèchement des marais* est une entreprise de grande envergure, certes, qui exige de grands capitaux et un bon niveau technique, mais qui est généralement efficace. L'élimination de la malaria assure une amélioration considérable de la santé de la population et de la productivité des travailleurs. C'est un des éléments les plus utiles pour la rupture du cercle vicieux.

5) Dans un autre ordre d'idées, la socialisation des services médicaux, comme c'est le cas dans les pays socialistes, et le *Welfare State* qui fournit gratuitement (ou presque) même les prothèses à ceux qui en ont besoin, sont des moyens d'améliorer la santé et, par conséquent, la productivité de la main-d'œuvre.

III — *Lutte contre la basse productivité de la main-d'œuvre*

1) *Instruction des patrons.* Nous avons déjà dit que le manque de compétence du patron était, dans les pays sous-développés, une des causes de la basse productivité de la main-d'œuvre. Dans les villes relativement importantes (en général, de plus de 100,000 habitants) on assiste, depuis quelques années, à l'organisation de petits cours ou de séries de conférences, destinés à enseigner aux petits patrons quelques principes d'organisation du travail.

Le résultat est réel, mais pas très grand, cependant, car seule une petite minorité des patrons y participent, et souvent l'insuffisance de leur culture générale ne leur permet pas de profiter complètement de ces cours, d'ailleurs très élémentaires dans la plupart des cas.

2) *La mécanisation* est un moyen très efficace dans les pays où la main-d'œuvre n'est pas trop nombreuse ni très bon marché, surtout s'il existe déjà une industrie nationale suffisante pour fabriquer les machines.

3) *Les méthodes ergologiques*, et spécialement le taylorisme, sont en général applicables, sous une forme simple, dans les pays sous-développés. Sans doute y trouve-t-on souvent un esprit d'indépendance, sinon d'indiscipline, qui réduit mais n'annule pas les résultats de ces méthodes.

4) *Les primes à la production* donnent souvent de bons résultats, surtout quand il s'agit de stimuler l'enthousiasme au travail pour un temps limité. À long terme, l'action syndicale tentera d'étendre le bénéfice des primes aux ouvriers qui produisent moins. C'est une façon de concevoir la démocratie égalitaire : ceux qui produisent beaucoup et ceux qui produisent peu ont droit à une rémunération identique.

5) *Le salaire mobile en relation avec la productivité de l'ensemble du personnel* est une institutionnalisation des primes à la production, qui leur enlève leur caractère individuel pour leur conférer un caractère collectif. Il se prête beaucoup moins à la critique des syndicats.

L'actionnariat ouvrier et les coopératives de travail sont des applications juridiquement différentes du même principe.

6) *Le salaire à la pièce* est un autre mode d'incitation au travail qui assure à l'entreprise une immunité relative quant aux grèves, totales ou perlées. C'est pourquoi les syndicats s'y sont souvent opposés¹¹.

7) Accessoirement, mentionnons la *rééducation* des infirmes, qui leur permet de se joindre au groupe de producteurs, augmentant ainsi la production nationale, et donc la production par habitant. La réadaptation des ouvriers déplacés par les changements de structure de l'économie a un effet similaire.

8) *La gratification annuelle*, volontaire de la part du patron, augmente la bonne disposition du bénéficiaire pour une durée limitée, souvent d'un à deux mois, et augmente sa productivité pour la même durée. La gratification volontaire tend à disparaître dans les pays où le paiement d'un treizième mois est imposé par la coutume ou par la loi.

11. Cf. Robert Mossé, *Les Salaires*, Paris, 1952, p. 54.

9) *Les régimes socialistes* disposent d'autres moyens pour augmenter la productivité moyenne par habitant ¹².

— *Le caractère obligatoire du travail personnel.* Tous les citoyens en âge de produire et dotés d'une bonne santé sont obligés de travailler, ce qui supprime, en principe tout au moins, les parasites potentiels.

— En outre, *l'organisation étatique du travail* doit limiter les emplois aux tâches productives, et supprimer, par conséquent, tous les petits métiers socialement inutiles, tout ce chômage camouflé, qui est aussi un parasitisme camouflé. Hélas, la bureaucratie politique et économique fait partie de ce parasitisme, et elle n'est pas en voie de disparition.

— *La fixation d'objectifs de production*, par atelier ou par ouvrier, augmente généralement la productivité.

— *La propagande pour la production collective*, organisée en forme massive et constante au moyen d'affiches et de panneaux dans les ateliers, est également efficace pour un certain temps, mais on s'en fatigue.

— *La propagande pour la production individuelle* s'extériorise par des affiches avec les photos des meilleurs travailleurs. Son action est plus personnelle, moins générale. Dans sa phase la plus intense, elle conduit au stakhanovisme.

IV — *Lutte contre les bas salaires*

1) *La loi du salaire vital.* De nombreux pays ont prétendu lutter contre l'exploitation systématique de l'ouvrier par le patron, en imposant un salaire minimum légal, généralement qualifié de vital, ce qui semble impliquer que tout salaire inférieur à ce minimum serait insuffisant pour vivre. La pression syndicale et l'évolution générale des idées vers le socialisme a élevé la valeur réelle de ce salaire dit vital, au point qu'il ne correspond évidemment plus au salaire physiologique minimum. Il s'agit dès lors d'un minimum « pour vivre décemment », et, heureusement, le concept de décence économique s'exprime par une valeur réelle croissante ¹³.

12. Voir aussi ce qu'en dit Robert Mossé, *op. cit.*, pp. 59-60.

13. Le salaire annuel garanti se base sur la même idée, mais ne nous semble pas applicable dans les pays sous-développés.

2) *La gratification annuelle.* Nous avons déjà mentionné la gratification comme instrument d'augmentation de la productivité. Elle est, accessoirement, un moyen d'augmenter aussi le salaire.

3) *Le treizième mois obligatoire.* Le paiement obligatoire d'un treizième mois de salaire tend à se généraliser. Il est l'institutionnalisation de la gratification annuelle, à laquelle on assigne d'avance une valeur fixée par la loi. Il constitue, évidemment, une augmentation du salaire nominal bien plus que du salaire réel, car la période de paiement du treizième mois est caractérisée par l'augmentation des prix de détail, qui d'ailleurs ne reviennent pas à leur niveau antérieur. Le treizième mois est un facteur évident d'inflation.

4) *Les assurances sociales.* L'assurance-maladie est une façon indirecte d'augmenter la valeur réelle du salaire, en diminuant non seulement les dépenses personnelles du malade ou du chef de famille qui en a la charge, mais encore la nécessité d'épargner en prévision d'éventuelles maladies. C'est un transfert du coût de la maladie, des dépenses individuelles aux dépenses sociales. Quant aux allocations familiales, elles équivalent à une augmentation du salaire. Elles n'aident à la rupture du cercle vicieux de la misère que lorsqu'elles permettent d'améliorer l'ordinaire des travailleurs sous-alimentés, c'est-à-dire de familles très pauvres.

5) *Le second emploi.* Il est des pays, comme l'Argentine et l'Espagne, où les emplois publics sont très nombreux et mal payés, mais leur horaire est court et situé entièrement dans une demi-journée. Il est très courant, dans ces cas, que les employés publics aient une seconde activité, à horaire court ou libre, pour augmenter leurs entrées.

6) *La grève.* Nous avons vu la grève, comme cause de la faible productivité. Nous la considérons, ici, comme un instrument de pression ouvrière. Pour les ouvriers, le moyen le plus efficace de faire augmenter les salaires, en pays capitaliste, c'est la grève, qui peut s'organiser avec différents degrés d'intensité.

— La menace de grève suffit à obtenir une augmentation de salaire lorsqu'il existe une grande demande de biens insatisfaite, et

que les patrons sont certains de pouvoir transmettre à l'acheteur l'augmentation de coût que constitue l'augmentation des salaires.

— Le travail réglementaire, dans lequel l'ouvrier se limite à faire strictement le minimum de travail que lui imposent ses obligations contractuelles ou l'accord entre le syndicat ouvrier et les patrons. Ce système est surtout efficace dans les pays où la loi oblige le patron à payer une forte indemnité de licenciement aux ouvriers qu'il congédie. Dans le travail réglementaire, en effet, l'ouvrier ne commet aucune faute qui puisse justifier légalement son licenciement sans indemnisation.

— La grève des bras croisés est un refus de travailler, auquel on enlève une de ses preuves légales, en ce sens que les ouvriers pointent leur entrée et leur sortie de l'usine.

— La grève de quelques heures est toujours un avertissement avant une grève complète. C'est une menace de lutte plutôt qu'une lutte.

— La grève totale pacifique est déjà la lutte ouverte, où les patrons et les ouvriers ont accepté pleinement l'épreuve de force. Chacun des deux groupes a donc bien l'espoir de gagner.

— Enfin, la grève avec occupation d'usine, sabotage et prise d'otages, est une lutte qui fait partie plutôt d'une révolution politique que d'un conflit économique. Dans ce cas, l'augmentation des salaires est généralement le prétexte pour organiser la lutte politique.

7) *Les salaires mobiles indépendants de la productivité.* Le salaire mobile en relation avec le *coût de la vie* est une méthode qui garantit le salaire réel de l'ouvrier et, du fait même, tend à l'empêcher d'augmenter. Il est une garantie pour le patron, mais lui enlève aussi l'espoir de tirer profit de l'inflation pour diminuer les salaires réels, fût-ce provisoirement.

Le salaire mobile en relation avec le *produit national brut* est en général plus favorable aux ouvriers, puisque l'un de ses facteurs est le volume de la main-d'œuvre, qui tend à augmenter par l'immigration et par l'expansion démographique naturelle, ainsi que par la mise au travail de nombreux chômeurs officiels ou camouflés. Il y a là un effet multiplicateur. Mais le produit national brut des pays sous-développés dépend souvent, en grande partie, de la production agricole, elle-même très sujette aux conditions climatiques.

Quand la sécheresse ou les inondations détruisent les récoltes, le P.N.B. peut se réduire considérablement, et nul ne songera à réduire les salaires dans la même proportion. L'application du salaire mobile dans ce cas serait bien pire pour les travailleurs que la simple loi de l'offre et de la demande de l'économie de marché, qui appartient évidemment au passé en ce qui concerne les salaires. Les gouvernements préfèrent acheter la paix sociale... et la sécurité politique au prix de l'inflation, que de risquer de se voir renverser par la fureur populaire. De toute façon, pour l'ouvrier, le salaire réel se réduit par l'appauvrissement de l'économie nationale.

8) *En régime collectiviste.* En U.R.S.S., le changement de politique économique postérieur à la mort de Staline, a consisté principalement à réduire la production de biens de capital (et d'armement) et à augmenter la production de biens de consommation. Il équivalait à une hausse des salaires réels et incite, en outre, à augmenter les salaires nominaux. Car, en offrant au public une plus grande quantité de biens à consommer, l'État se force lui-même à donner à ce public un pouvoir d'achat plus grand ; et pour augmenter les revenus du travailleur il se limite généralement à augmenter les salaires nominaux.

CONCLUSIONS

En conclusion, nous croyons utile de récapituler les moyens qui, au cours de notre analyse, se sont révélés les plus efficaces pour rompre l'une ou l'autre des phases du cercle vicieux de la misère.

I — *Rupture de la faim*

Chez les peuples qui vivent de la chasse et de la cueillette, le premier pas doit être l'initiation à l'agriculture, toujours possible dans ces régions, au moins sous une forme primitive.

L'extension des cultures est possible dans la plupart des pays sous-développés, où il reste encore de bonnes terres non cultivées. La main-d'œuvre n'y fait généralement pas défaut. L'irrigation y est parfois nécessaire, et son coût peut être prohibitif.

L'intensification des cultures requiert en général des moyens techniques plus compliqués, mais de prix réduit (exemple : les en-

grais). Un de ces facteurs principaux est la main-d'œuvre, qui est toujours bon marché dans le cas du cercle vicieux.

L'importation d'aliments n'est qu'un remède momentané. Les prix politiques adoucissent la rigueur du problème en socialisant le coût de l'alimentation.

Les autres moyens d'action sont des remèdes passagers plutôt que des solutions : rationnement, limitation de la consommation, emploi forcé des chômeurs, émigration et révolution.

II — *Rupture de la morbidité*

Dans les régions où règnent des endémies, l'action sanitaire générale et, en particulier, les vaccinations, obtiennent d'excellents résultats. Elles bénéficient souvent de l'aide des organismes internationaux. Les effets sur l'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre, se font sentir après quelques années.

Dans les cas, très courants dans les pays chauds, où la malaria est une des maladies principales, l'assèchement des marais est très efficace, mais malheureusement très cher. Dans des régions très étendues et peu peuplées, son coût serait énorme, et totalement hors de proportion avec son utilité.

III — *Rupture de la basse productivité*

En régime capitaliste, la formation des patrons, la rationalisation du travail, sont des moyens d'augmenter la productivité de la main-d'œuvre. En régime socialiste, le travail obligatoire, la planification des emplois, la fixation des objectifs de production, la propagande pour la production et le stakhanovisme, ont donné de bons résultats. Dans tous les régimes, la mécanisation et les primes individuelles de production contribuent à augmenter la productivité de la main-d'œuvre.

IV — *Rupture des bas salaires*

Les augmentations de salaires, le « salaire minimum vital », la gratification annuelle, le treizième mois, ou la simple « augmentation » plus ou moins périodique des salaires nominaux, sont toujours des facteurs d'inflation.

Au moment de l'augmentation du salaire nominal, le salaire réel augmente également, mais pour une période assez courte, car

l'augmentation du salaire perçu crée une augmentation de la demande, qui cause l'élévation des prix, celle-ci ramenant le pouvoir d'achat à sa dimension précédente. Dans la courte période d'adaptation qui suit chaque augmentation, le salarié bénéficie d'une brève augmentation de son pouvoir d'achat, qui ne suffira généralement pas à rompre le cercle de la misère.

À la satisfaction justifiée d'avoir obtenu une augmentation momentanée de son salaire réel, s'ajoute, pour l'ouvrier, la satisfaction illusoire d'avoir obtenu une augmentation durable de salaire nominal. Cette double satisfaction crée pour quelques mois un enthousiasme favorable à la productivité. C'est la « joie au travail ». Sa durée est aussi trop courte pour rompre le cercle. Il y a cependant des pays (comme le Chili), où l'augmentation constante des salaires (qui entretient l'inflation) veut assurer la « joie au travail » perpétuelle. Mais la productivité y dépend de tant de facteurs, qu'on peut difficilement y mesurer l'effet de l'augmentation des salaires.

Disons, enfin, que les syndicats font toujours apparaître ces augmentations comme le résultat de leur lutte, et comme des améliorations obtenues contre le gré des patrons. Cette façon, souvent correcte d'ailleurs, de présenter les choses tend à supprimer tout enthousiasme qui puisse favoriser la production.

L'augmentation relative (et provisoire) de la productivité est toujours inférieure à l'augmentation relative (et définitive) des salaires nominaux, qui peut l'avoir causée.

Les grèves de la fin du XIXe siècle ont réellement permis de transmettre aux ouvriers une partie des bénéfices du patron. Elles ont conduit à l'amélioration du niveau de vie des ouvriers, de leur alimentation, de leur logement, de leur santé, c'est-à-dire à la rupture des deux premières phases du cycle.

Mais ce sont l'organisation et la mécanisation du travail qui ont permis l'amélioration de la productivité, donnant ainsi la possibilité d'augmenter aussi le salaire. C'est la rupture des deux dernières phases du cycle.

Enfin, l'évolution des idées, la perte d'influence de l'individualisme, au profit des idées socialistes, ainsi que la force des syndicats, ont poussé à cette augmentation des salaires. Mais les syndicats tentent souvent de maintenir un état constant de tension sociale entre salariés et employeurs. Ils entretiennent ainsi un esprit de

CERCLE VICIEUX DE LA MISÈRE

lutte de classes, qui tend à supprimer d'avance tout l'effet que l'on attend de la hausse des salaires pour augmenter la productivité.

Dans les États socialistes, le changement d'orientation des investissements, l'accent mis il y a quelques années sur la production de biens de consommation, est un luxe que l'on ne peut se permettre, selon les dirigeants soviétiques, qu'après avoir atteint un haut degré d'industrialisation. Il ne serait donc pas recommandable aux pays sous-développés, où il provoquerait l'inflation, sans augmenter la production.

*
* *

Notre étude du cercle vicieux microéconomique de la misère nous amène à considérer un cercle de l'espérance, construit suivant le même schéma :

- a) L'amélioration de l'alimentation permettra d'améliorer la santé des habitants.
- b) L'amélioration de la santé permettra d'augmenter la productivité de la main-d'œuvre et la production.
- c) L'augmentation de la productivité permettra d'augmenter les salaires réels.
- d) L'augmentation des salaires réels permettra d'améliorer l'alimentation.

Le progrès de n'importe quelle phase de ce cercle contribuera au progrès des autres d'une façon cumulative. Ceci est un stimulant pour ceux qui luttent pour l'amélioration du sort de l'humanité.

Paul GALLEZ,
*professeur à l'Université nationale
de Bahia Blanca (Argentine)*